

POINTS DE VUE

Une révolte peut en cacher une autre...

Celle qui se termine devrait en appeler une autre et concerne plus directement ceux qui prétendent et ont charge de nous défendre: vous d'abord, l'Union Suisse des Paysans, vous avez une connaissance exhaustive des risques encourus aujourd'hui par l'agriculture et vous êtes incapables de promouvoir une défense professionnelle digne de ce nom? Et vous, les directeurs de nos Chambres d'agriculture regroupées sous le label AGORA, où étiez-vous, où vous cachiez-vous pendant ce temps de révolte? L'Agora était pourtant la place publique de la Rome antique sur laquelle se débattaient les grandes questions de l'Empire, là où les citoyens se retrouvaient pour échanger grands et petits soucis. On ne vous y voit plus guère pour faire valoir nos revendications, retranchés dans le calme feutré de vos bureaux à débattre d'une agriculture qui ne semble plus être celle des paysans. Vous semblez davantage prompts à relayer aveuglément les décisions que vous dictent la très politisée USP, elle-même largement sous influence de ses parlementaires fédéraux aux ordres de leur direction de parti, que de prendre la défense des plus démunis d'entre nous et de les accompagner sur les chemins de la révolte.

Avec la charge qui est la vôtre, employés d'une corporation qui vous paye, il n'est tout simplement pas admissible de refuser son soutien à une révolte paysanne lorsque, de plus, celle-ci dépassait nos frontières et portait un caractère largement européen; ne serait-ce que par simple solidarité. Vous avez failli à votre devoir de soutien, si ce n'est du bout des lèvres, aux plus menacés d'entre nous, alors que les Parlements vaudois et valaisan et plusieurs Villes disaient tout haut leur soutien à la révolte. Vous êtes restés cois et poliment silencieux préférant vous aligner sur la politique du ventre mou de nos plus hautes instances agricoles qui, bien que détenant la plupart des clés des questions agricoles laissent à d'autres le soin de les résoudre à notre place.

Pourquoi avoir ignoré de votre superbe les très nombreux paysans de Romandie qui, ne comptant que sur leurs forces et leur courage, se sont mobilisés à l'appel d'Uniterre pour réclamer des prix équitables et une juste rémunération de leur travail. Seriez-vous également restés de marbre si votre salaire avait été indexé sur les prix des produits agricoles? Les manifestations déployées dans les villes et villages, ont démontrés les attentes et les craintes de nos concitoyens sur le devenir de la paysannerie suisse à laquelle ils sont attachés. Ils étaient avec nous, par défaut vous étiez contre nous...

Nos concitoyens reconnaissent la

nécessité de plus de justice dans les échanges et une répartition plus équitable des marges de commerce alors que vous restez loyaux avec la grande distribution et le monde des affaires prétextant qu'il vaut mieux composer que lutter contre eux. Résultats, nos prix ne cessent de baisser et notre revenu suit la même pente. Nous perdons le contrôle de notre production au profit de l'industrie et le jour viendra plus rapidement qu'on ne le pense, où elle en prendra définitivement le contrôle. Vous ne soutenez jamais des prix équitables au prétexte que c'est le marché qui décide. Vous connaissez pourtant toutes les perversions d'une économie de marché, mais vous en acceptez ses tares et toutes les injustices qu'elles provoquent. Il y a dans le Marché une éthique à défendre, elle représente à elle seule un axe de lutte qui permet facilement de dégager des majorités et mettre à mal la politique de la grande distribution.

Plusieurs émissions de télévision et de radio ont traduit le désarroi des campagnes ce que sont incapables de relayer nos institutions agricoles qui se cantonnent dans de pieux discours à usage interne, mais ont renoncé à combattre le mal à la racine.

Vous n'avez que l'imagination polie de gens bien élevés alors que plusieurs milliers d'exploitations disparaissent chaque année. Est-ce ainsi que vous comprenez les principes de la souveraineté alimentaire? Quelle politique défendez-vous au juste?

Vous sortez vos plus belles plumes pour stigmatiser l'attitude de quelques paysans venus manifester leur colère lors de la fête des olympiades du fromage, faisant voler sans danger quelques bottes autour de notre ministre, mais vous admettez l'agression quotidienne de sa politique ultra libérale qu'elle veut à tous prix nous imposer sous le couvert de l'OMC et des accords de libre-échange avec l'UE, jusqu'à ce que meure le dernier d'entre nous. Vous cautionnez l'avènement d'une agriculture industrielle au détriment d'une agriculture paysanne que réclame notre population. Madame Leuthard défend les valeurs d'Economie Suisse qui a renié depuis longtemps son agriculture pour n'en faire qu'une économie «de niche» et vous la laissez déployer sa politique de sape en lui offrant, qui plus est, une tribune tout en la refusant à la «colère paysanne». Quelle démocratie défendez-vous dans ce pays, lorsque vous laissez les plus faibles être laminés par les plus forts? David ne semble pas être né dans vos rangs pour oser défier ce Goliath. Quelle justice sociale défend notre ministre pour accepter pareil massacre alors qu'elle s'émeut

et se bat pour sauver les emplois de l'industrie d'armement menacés par l'initiative populaire contre les exportations d'armes? Chaque année pourtant des milliers d'exploitations disparaissent de nos campagnes. Elle feint le dialogue alors qu'elle n'écoute pas. Il faut dès lors en appeler à l'opinion et passer par-dessus les convenances pour être entendus et démontrer la résistance de notre profession. LA RESISTANCE, voilà le maître-mot qu'il vous faut réapprendre pour changer le monde et croire encore à un monde plus juste. Sans Résistance et sans désobéissance civique, Paris serait peut-être devenue la capitale de l'Allemagne, l'apartheid en Afrique du Sud déploierait encore ses effets maléfiques, L'Afrique n'aurait pas été rendue aux Africains, Gandhi ne serait pas venu à bout de la domination anglaise. Sans l'engagement d'Amnesty, des centaines de prisonniers innocents seraient encore au fond des geôles de leurs bourreaux. On ne parlerait pas des conditions ignobles de la main d'œuvre sur les lieux de production de certains fruits et légumes d'hiver que l'on retrouve dans tous nos super-marchés. La liste est longue de ceux qui ont dit «non» et se sont engagés pour défendre les causes «perdues» ou «oubliées» et qui les ont gagnées. Vous feriez bien de méditer à leur sujet et de vous en inspirer. Et pourquoi ne serait-ce pas vous à vous engager sur cette voie?

Nous avons, nous, agriculteurs de ce pays, une responsabilité à l'égard de nos concitoyens parce que nous sommes conscients du rôle indispensables que nous jouons dans l'équilibre social, économique, autant qu'écologique de notre pays.

On peut tout simplement qualifier votre attitude de «non-assistance à personnes en danger» alors que l'hémorragie dans nos campagnes se poursuit sans qu'elle semble vraiment vous émouvoir. Vous continuez de composer avec une politique qui veut notre asservissement alors qu'il faudrait trouver les moyens de s'en affranchir. Vous avez perdu toutes capacités de réaction autres que verbales. Que faire de dirigeants qui ont perdu la foi d'un autre possible, qui n'ont d'autres préoccupations que de se soumettre en gérant le repli et en organisant la retraite? Le monde agricole vit ainsi depuis plusieurs années une véritable Bérésina.

Indépendamment des incidents graves qui ont émaillé le défilé du 28 novembre par la faute d'une centaine d'émeutiers venus tout exprès, que penser de votre refus de vous joindre à la manifestation contre la politique de l'OMC au prétexte d'une alliance contre nature avec d'autres milieux que vous qualifiez hautainement d'altermondialistes? C'est

autant de l'intolérance, de l'incohérence que de la lâcheté. La définition-même de l'«altermondialiste» c'est littéralement le tenant d'un autre monde. Cette définition devrait vous autoriser sans peine à y adhérer si, comme vous le prétendez, vous êtes porteurs d'autres valeurs plus équitables pour notre société. Ce sont pourtant des citoyens comme nous, victimes d'un système qui ne peut produire que les mêmes effets là où il s'applique. Ce sont pourtant des citoyens comme vous et nous, consommateurs de nos produits et prêts à nous soutenir. Là où il faudrait désenclaver l'agriculture vous l'enfermer pour mieux la contrôler.

Là où il faudrait s'unir, vous prêcher la mise à distance. Que signifie cette peur de l'autre sinon l'affirmation d'une politique d'apartheid et d'exclusion propre aux milieux de la droite dure dans laquelle vous vous retrouvez presque tous. Du discours, vous avez le contenu, quasi sans failles, mais votre laisser-faire vous place chaque jour un peu plus en porte-à-faux avec les idées que vous feignez de défendre.

On exige de nous des restructurations sans fin, il serait temps, je crois, de restructurer également notre défense paysanne si nous voulons croire encore à un avenir pour ceux qui nous suivent et à une juste prise en compte des intérêts d'une population qui a déjà pris fait et cause pour son agriculture.

Il est grand temps de provoquer un débat d'envergure en forme de bilan pour définir d'autres formes de luttes. Il est temps je crois de remettre en question nos institutions agricoles et leur fonctionnement qui ne paraît plus du tout adéquat, empêtré qu'il est dans ses propres contradictions.

Alexis Corthay, membre d'Uniterre.
Novembre 2009

Commentaire

Nous avons souhaité publier ce courrier d'Alexis Corthay prévu pour le journal Agri qui, à l'heure où nous mettons sous presse, n'a pas encore souhaité le faire paraître en raison de sa longueur.

Bien sûr, tout est question de priorité. Quelque fois il faut savoir renoncer ou reporter un article pour laisser place aux lecteurs, surtout quand ceux-ci expriment leur révolte. A notre connaissance, Alexis Corthay n'est pas le seul paysan traversé par ces sentiments. Le fait d'avoir pris le temps de les coucher sur papier mérite qu'ils soient publiés car ils posent des questions fondamentales sur l'avenir de la défense professionnelle agricole en Suisse.

Le bureau d'Uniterre